

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT
DU 10 MAI 2021

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE DIX MAI,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°23 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS
149 BOULEVARD DU PRESIDENT KENNEDY ET RUE DU PARC, CADASTRE SECTION BM N°226 ET N°228 A N°229, BM N°241 A N°243,
PORTANT LE LOT N°1512 DE L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION DE L'IMMEUBLE**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n°2012-108 du conseil municipal de Villepinte en date du 4 juillet 2012 instituant le droit de préemption urbain,
Vu la délibération n° 49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°16 du conseil de territoire en date du 1^{er} mars 2021 décidant de renforcer le droit de préemption en y soumettant les aliénations et les cessions mentionnées à l'article L.211-4 du code de l'urbanisme sur le périmètre du Parc de la Noue à Villepinte et approuvant la convention d'intervention foncière avec l'EPFIF sur le périmètre du Parc de la Noue à Villepinte,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA), RG n°20/07725, établie par le tribunal judiciaire de Bobigny, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 11 janvier 2021 en mairie de Villepinte, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'adjudication sur surenchère rendue obligatoire par une disposition législative du lot n°1512 (un appartement portant le n°399) situé dans le bâtiment G, escalier G2, rez-de-chaussée, porte face droite, dépendant d'un ensemble immobilier dénommé « Parc de la Noue » sis 149 boulevard du Président Kennedy, 93420 Villepinte et cadastré sections BM n°226 et n°228 à 229, BM n°241 à 243 et les parties communes y afférentes.

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre défini dans la convention d'intervention foncière entre l'EPT et l'EPFIF approuvée par le conseil de territoire le 1^{er} mars 2021 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

Article 1 **De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Villepinte, sis 149 boulevard du Président Kennedy et rue du Parc, cadastré section BM n°226 et n°228 à n°229, BM n°241 à n°243, portant le lot n°1512 de l'état descriptif de division de l'immeuble tel que décrit dans la DIA susmentionnée.

Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Directeur de l'EPFIF,
- Madame le Maire de la commune de Villepinte.
La présente décision sera affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 **D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville de Villepinte les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télécours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20210510-23-10-05-2021-AU
Date de télétransmission : 17/05/2021
Date de réception en préfecture : 17/05/2021

Le Président
Bruno BESCHIZZA